

Le temps est donc venu de s'adresser, avec une raison froide aux intelligences généreuses qui ne sont enrôlées sous le drapeau d'aucun fanatisme, qui ne sont aveuglées ni par un regret, ni par une utopie et qui ne veulent tenter ni les chances de l'insurrection, ni les bénéfices des coups d'état.

Quant à nous, obscurs et inconnus, nous ne pouvons avoir la prétention fastueuse de planer sur les grands intérêts de notre patrie et de faire pénétrer une pensée vivifiante, du centre jusqu'aux dernières limites. Essayons simplement dans ce coin de la France de dire notre avis sur tout ce qui nous touche et nous intéresse. Mais, en jetant nos regards sur le cœur d'où se répand la vie politique du pays, n'oublions pas que nous ne sommes qu'un réservoir inférieur de cette puissante circulation.

Lyon est un organe spécial du grand corps qu'on nomme la France ; c'est un point secondaire d'où rayonnent des intérêts d'un caractère propre, tant en agriculture qu'en industrie.

La relation de ces intérêts et de ces besoins avec l'ensemble du pays est assez fortement prononcée pour empêcher tout antagonisme et toute hostilité. Mais cette union n'est ni une confusion ni une absorption ; elle laisse à nos contrées une physionomie particulière de mœurs, d'habitudes, d'idées, d'intérêts et de besoins qui peut rappeler le type général sans effacer le cachet de l'indivisibilité.

Notre région rhodanienne est pour nous une petite patrie dont il faut étudier toutes les pulsations, toutes les facultés, non pour s'y cloîtrer comme dans une colonie isolée, mais pour en rattacher les rameaux au grand tronc national.

La nationalité, à son tour, ne doit jamais écraser la personnalité. Que peut être la liberté pour une grande nation, si ce n'est la possession de son initiative, de sa volonté ? Le peuple chez lequel la liberté ne serait qu'au faite, et qui verrait d'étage en étage, l'entrave, la gêne, la défiance, n'aurait qu'une liberté de frontispice.

Maintenant la révolution est faite au sommet, il faut enfin aborder les marches inférieures de l'organisation du pays.

Au-dessous de l'unité politique de la France, cette précieuse conquête de quatorze siècles d'efforts et dont la forme gouvernementale nécessaire ne peut être que la centralisation, il y a la circonférence, les différents groupes de territoires, de populations dont l'ensemble forme l'état et qui ne doivent perdre ni leur individualité, ni leur propre activité pour être absorbés dans cette unité absolue qui finit par aboutir au despotisme de la bureaucratie centrale.